

«L'internationalisation de la Question jurassienne a participé à sa résolution»

La dimension internationale prise par la Question jurassienne a souvent été une importante source d'inquiétudes pour la Confédération. Ce constat ressort d'une étude du groupe de recherche des Documents diplomatiques suisses (Dodis) qui paraîtra ces prochains jours.

Selon Sacha Zala, directeur de Dodis, professeur à l'Université de Berne et président de la Société suisse d'histoire, la cause jurassienne ne se résumait en effet pas à une simple affaire de politique intérieure, mais avait des répercussions bien au-delà, en France ou même au Conseil de l'Europe.

«Nous nous ridiculisons aux yeux des pays étrangers»

Grâce à un libre accès à des documents diplomatiques vieux de plus de 30 ans, l'institut de recherche Dodis a consulté de multiples archives traitant de la Question jurassienne, dont notamment les procès-verbaux des séances du Conseil fédéral.

«Le séparatisme jurassien a eu des ramifications internationales relativement peu connues. Avant la votation du 24 septembre 1978, la diplomatie suisse était particulièrement en alerte,

car son modèle démocratique était mis à mal. Le Groupe Béliet multipliait les actions marquantes et médiatiques et la Confédération avait peur d'être considérée comme peu soucieuse des minorités», explique le D^r Zala.

En fonction de ses recherches et de celles de ses collègues, le professeur d'histoire juge ainsi que la Question jurassienne a été l'un des éléments de politique intérieure «les plus ex-

plosifs» du pays. Dans les années 1960, le séparatisme jurassien préoccupe en effet beaucoup les sept sauges. «Nous nous ridiculisons aux yeux des pays étrangers qui ont de plus en plus l'impression que la Suisse ne peut pas faire face à ses problèmes de minorités», se plaint ainsi le chef du Département militaire Paul Chaudet lors de la séance du Conseil fédéral du 17 mars 1964.



À la suite des événements aux Rangiers en 1964, le conseiller fédéral bernois Friedrich Traugott Wahlen qualifiera les militants séparatistes de «protofascistes».

Peu après, ce dernier se voit chahuter et malmener le 30 août 1964 au col des Rangiers par les séparatistes lors d'une contre-manifestation. Suite à cet épisode, le Conseil fédéral se montre alors de plus en plus soucieux de la dimension internationale progressivement prise par la Question jurassienne.

Le 24 septembre 1978: «Une leçon pour l'Europe»

Alors que Charles de Gaulle proclamait un «Vive le Québec libre» à Montréal, en 1967, la diplomatie suisse a peur que la France soutienne les mouvements de lutte jurassiens, et ce d'autant plus que des membres de l'Association féminine pour la défense du Jura sont reçues par deux parlementaires français au Conseil de l'Europe en 1968. Berne fait connaître son opposition à une «immixtion étrangère dans une affaire interne suisse».

Mais les actions des séparatistes n'en restent pas là, elles sont de plus en plus symboliques. En 1972, les voies du tramway à Berne sont goudronnées et des membres du Béliet occupent l'ambassade de Suisse à Paris et à Bruxelles. La pression s'accroît alors sur une Confédération qui

n'a d'autre choix que de déposer plainte auprès du Ministère public. La ville de Berne de son côté admet que «les Béliets sont spécialisés pour surprendre le public avec des actions éclairs».

Un tournant a cependant lieu avec la votation du 24 septembre 1978: le pays accepte la création du canton du Jura. La presse internationale qualifie alors ce scrutin de «leçon pour l'ensemble de l'Europe», voire même d'une «victoire de la Confédération suisse elle-même et de sa démocratie».

«La Question jurassienne a connu un brusque retournement de situation. Elle était tout d'abord considérée comme un risque pour la Confédération. Mais, ensuite, elle est devenue un modèle du bon fonctionnement démocratique, dont le pays a pu tirer profit», remarque Sacha Zala, professeur d'histoire.

Le directeur des Documents diplomatiques suisses note par ailleurs que les actions symboliques – comme pourrait par ailleurs l'être la récente visite de Carles Puigdemont à la Fête du peuple – ont été des stratégies «intelligentes» pour faire pression sur la Confédération. «L'internationalisation de la Question jurassienne a participé à sa résolution», conclut-il. **BFL**